

## COMMUNIQUE DE "L'ECOLE EMANCIPEE"

### I. UN MECONTENTEMENT GENERAL.

Après le premier protocole d'accord du 27 mai, la classe ouvrière a repoussé unanimement les propositions gouvernementales.

L'ampleur du mouvement a provoqué une prise de conscience révolutionnaire dans la classe ouvrière qui réclamait le renversement du pouvoir gaulliste et la prise du pouvoir par les travailleurs dans des perspectives socialistes. De Gaulle comprenant que les appareils syndicaux refusaient d'aller jusqu'au bout a employé la menace.

Loin de répondre par des manifestations de masse aux provocations de De Gaulle et des manifestants de la Concorde, les appareils syndicaux ont préconisé non le combat d'ensemble mais des négociations branche par branche, entreprise par entreprise, provoquant une reprise fractionnée du travail, mettant en cause l'unité du mouvement et démobilisant ainsi les travailleurs en grève.

Ils acceptent les perspectives électorales tracées par De Gaulle et même accélèrent la reprise du travail pour "ne gêner en rien le déroulement de la consultation électorale."

Une telle attitude de ces appareils a pour conséquence directe de rompre l'unité du mouvement, de détruire le combat d'ensemble (ouvriers, enseignants, étudiants, lycéens). Elle donnait en particulier aux enseignants l'impression d'un lâchage dans le temps même où les négociations Education Nationale n'étaient même pas engagées.

Elle avait comme conséquence la plus notable de détruire le rapport de force jusque là favorable aux travailleurs et donc de contraindre les travailleurs à renoncer à certaines de leurs revendications fondamentales : semaine de 40 heures, abrogation des ordonnances, abrogation de la réforme Fouchet.

Dans ce climat, les négociations Fonction Publique ne permettaient pas d'aboutir à la suppression des zones de salaire.

Plus grave apparaissait l'échec patent des négociations Education Nationale n'aboutissant en fait qu'à la création d'un nombre de postes très insuffisant. Le gouvernement refusait de s'orienter vers l'abrogation de la réforme Fouchet et même refusait de prendre les engagements minima relatifs à la préparation de la rentrée 1968 et à l'application de la prolongation de la scolarité obligatoire.

Les problèmes de l'avenir des jeunes, du droit pour ces jeunes à l'instruction et au travail étaient à peine évoqués. Nous déclarons nettement que la délégation de la FEN aurait dû quitter la séance devant le caractère dérisoire des propositions gouvernementales.

## II. SUR LA REPRISE DU TRAVAIL

Nous avons réclamé avec force qu'un délai minimum de 24H sépare la fin des négociations du début des diverses assemblées statutaires nationales afin de permettre une large discussion et des prises de position claires et incontestables à la base.

Ce délai a été réduit à moins d'une demie journée et a donc abouti à des consultations hâtives voire à une absence de véritable consultation.

De ce fait, nous contestons certains votes au Conseil National du SNI et de la FEN. Nous contestons les résultats chiffrés qui ont été communiqués à nos camarades.

### NOUS NOUS SOMMES PRONONCÉS POUR LA POURSUITE DU MOUVEMENT

Nous déplorons les attitudes divergentes enregistrées au sujet de la poursuite du mouvement au sein des divers syndicats nationaux de la FEN, attitudes ne pouvant qu'accroître la confusion parmi nos camarades de la base.

Placés devant des résultats globaux décevants, placés devant une réponse négative ou dilatoire du gouvernement sur les problèmes de la réforme Fouchet, voyant autour d'eux les travailleurs poursuivre la lutte en grand nombre, solidaires des étudiants, des travailleurs de l'ORTF, émus par les interventions de plus en plus fréquentes et brutales de la police, de nombreux enseignants, surtout ceux de la région parisienne ou des départements où la lutte ouvrière restait très dure, refusaient de reprendre le travail et exigeaient d'obtenir des explications de la part des dirigeants de la FEN et des ses syndicats nationaux.

L'École Emancipée pense que la colère de ces camarades déçus est légitime et qu'il était du devoir des dirigeants syndicaux de dire pour quelles raisons ils demandaient la reprise du travail. Cette colère est d'autant plus normale qu'au cours de leurs assemblées à tous les niveaux les enseignants avec les étudiants, normaliens et lycéens s'étaient attachés avec enthousiasme à préparer la construction d'une nouvelle université dans une nouvelle société.

Nous estimons inadmissible le report du congrès du SNI au mois d'Octobre ou de Novembre, alors qu'il était urgent et indispensable que s'engagent les discussions les plus larges et les plus fructueuses sur le mouvement, que soient dégagées les perspectives de luttes futures (les délégués École Emancipée ont été les seuls à se prononcer contre le report du congrès.).

Nous avons au Conseil National de la FEN réclamé un congrès extraordinaire FEN.

### III. CE QUI S'EST PASSE A LA FEN

Dans un tel climat des enseignants sont allés à la FEN et ont occupé les locaux du SNI.

L'Ecole Emancipée n'a aucune responsabilité dans cette occupation. Elle comprend la colère de nos camarades mais ne saurait approuver une telle action.

### IV. LES PERSPECTIVES DE LUTTE

Dans l'immédiat, il n'est pas tolérable que les organisations syndicales ne réagissent pas contre les provocations des Comités de Défense de la République ou policières.

Nous demandons à la FEN de prendre des contacts immédiats avec les centrales syndicales ouvrières pour l'organisation d'une manifestation centrale et de manifestations départementales de masse contre les menées fascistes et les répressions policières.

Nous appelons tous les enseignants à participer à toutes les manifestations lancées par le SNES - Sup, les étudiants et les travailleurs encore en lutte.

Nous refusons de laisser les étudiants isolés face à la répression.

Nous pensons que la bataille de la rentrée 1968 doit être préparée et aboutir à une lutte d'ensemble des enseignants, des parents d'élèves, des étudiants, des travailleurs sous des formes concrètes déjà prévues par les assemblées cantonales ou départementales de grève.

- Refus d'accepter plus de 25 élèves par classe
- Construction de CET préparant au CAP en 3 ans
- Maintien des Ecoles Normales
- Droit des jeunes à l'instruction et au travail...

DE NOMBREUX ENSEIGNANTS ONT CRU AVEC RAISON QUE TOUT ETAIT POSSIBLE ET SONT AUJOURD'HUI AMEREMENT DECUS. NOUS LES APPELONS A MILITER AU SEIN DE LA FEN ET DE SES SYNDICATS NATIONAUX, A DEFENDRE LES POSITIONS LUTTE DE CLASSES QUE NOUS PRECONISONS DEPUIS TOUJOURS, A PREPARER LA RELANCE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE FACE A UN MONDE CAPITALISTE MOINS QUE JAMAIS SUSCEPTIBLE DE FAIRE DROIT AUX REVEN- DICATIONS DES TRAVAILLEURS.

Le 9 Juin 1968